

Banques—Loi

faut pour cela, pour montrer qu'elles avaient raison. Et voilà seulement une des difficultés d'une affaire de ce genre.

Nous n'avons pas les moyens de risquer une nouvelle hausse des taux d'intérêt. J'ai examiné certains des chiffres les plus récents. De nos jours, une hypothèque de \$50,000 par exemple n'est pas une grosse hypothèque, mais il est très difficile d'en obtenir une, étant donné la somme qu'il faut verser comptant avec les prix d'aujourd'hui. Avec les taux d'intérêt actuels, il y aurait \$7,750 à verser en intérêts seulement.

Selon le *Financial Post*, le salaire hebdomadaire moyen, au moment où je vous parle, est de \$316.28 au Canada. Faites le calcul; c'est à la portée du député d'Edmonton-Ouest lui-même; cela donne \$16,446.56 par année avant impôts.

Supposons que nous cherchions à fournir des maisons à ceux qui gagnent le salaire moyen. Il n'y a pas un seul salarié moyen au Canada qui gagne assez d'argent pour obtenir une hypothèque, aux taux d'intérêt actuels. Si ce que l'on craint à propos de cet amendement se produit, les taux d'intérêt hypothécaire continueraient de grimper et le député d'Edmonton-Ouest devrait en assumer les conséquences; or nous ne voulons pas qu'il en soit ainsi.

Revenons à ce dont nous parlions. Même si les gens qui souhaitent acheter une maison ont un revenu de \$20,000 par an, ils ne peuvent obtenir de prêt hypothécaire de \$50,000, bien que ce soit là la moyenne la moins élevée. Même avec un revenu de \$30,000 par an, ils auraient beaucoup de difficulté à obtenir une hypothèque de \$50,000 car il leur faudrait payer plus de 30 p. 100 de leur revenu net en intérêts seulement. Imaginez ce que c'est que de payer plus de 30 p. 100 de son revenu. Si l'on gagne \$30,000 par an, cela équivaut à près de \$8,000 à déduire du salaire net. Le salaire net d'une personne gagnant \$30,000 par an est de \$25,000 à \$26,000 au maximum. Dans les circonstances actuelles, \$8,000 équivaldraient à environ 30 p. 100 du salaire net à payer en intérêts seulement, et c'est honteux, à mon avis.

Au cours de la période des questions, plus tôt ce matin, nous avons signalé les difficultés auxquelles doivent faire face les Canadiens et c'est avec une grande colère, je l'avoue, que j'assiste à ce débat à la Chambre. Tandis que nous discutons de questions certes importantes, des citoyens dans presque toutes les circonscriptions décident aujourd'hui même qu'il ne peuvent se permettre de renouveler leur hypothèque car ils ne gagnent pas suffisamment pour effectuer les paiements exigés, compte tenu de la hausse effrénée des taux d'intérêt, ces cinq dernières années. Les revenus des particuliers n'ont pas suivi le courant. Cette situation est le lot de Canadiens un peu partout au pays. Tous les jours, des gens perdent leur maison, mais le gouvernement leur répond simplement: «C'est le prix de la lutte contre l'inflation».

Certaines familles ont englouti toutes leurs économies dans un premier versement. Elles luttent d'arrache-pied pour faire face à leurs obligations, et elles se tournent volontiers vers la Chambre des communes, vers quelqu'un d'Ottawa, qui pourra faire quelque chose pour les soulager de ces monstrueuses augmentations de leurs frais qu'elles voient poindre chaque jour. Elles nous voient occupés à des choses qui à première vue, en tout cas, ne semblent avoir aucun rapport avec leurs problèmes.

Imaginez ce que j'entends quand je leur parle au téléphone. Voici ce que j'entends assez fréquemment: «Ecoute un peu, Ian, je me demande ce que je dois faire. Je dois rembourser mon hypothèque dans deux semaines et je ne trouve rien à un taux que je puis me permettre. Je ne peux même pas vendre parce qu'aucun acheteur ne pourra reprendre mon hypothèque. Je devrai abandonner la maison et je perdrai ainsi toutes mes économies. Puis il me faudra recommencer un jour ou l'autre si j'en ai les moyens ou encore si les taux d'intérêt deviennent un peu plus raisonnables».

Pourtant, nous continuons à nous demander si, comme le propose dans son amendement le député d'Edmonton-Ouest, nous devrions accroître ou diminuer le volume d'argent destiné aux hypothèques. Et quand nous aurons pris la décision, ces gens-là auront perdu leur maison. La solution à ce problème, il faut la chercher ici, à la Chambre des communes où nous avons les moyens de contrôler les taux d'intérêt. Pourtant nous ne nous en occupons point. La réalité nous échappe. Nous ne nous occupons plus des choses qui touchent directement les Canadiens.

• (1430)

J'ignore si d'autres députés ont eu la même impression dans leurs circonscriptions ou si elle est particulière à la mienne, ce que je ne crois pas, mais les gens en ont marre de travailler inlassablement pour réussir, ce qu'on leur répète depuis des années, à s'acheter une maison qui soit dans leur prix. Ils s'aperçoivent maintenant que malgré leurs efforts inlassables, nous ne faisons absolument rien pour endiguer la hausse constante des taux d'intérêts.

Mon collègue le député de Winnipeg-Nord a parlé du gouverneur de la Banque du Canada. S'il fallait qu'il tombe en chômage! Il faudrait qu'il soit obligé de se chercher du travail et de ne plus toucher pour vivre que le salaire hebdomadaire moyen des Canadiens, voire même 25 ou 50 p. 100 de plus. Il faudrait qu'il cherche à obtenir une hypothèque pour sa maison aux taux d'intérêt qu'il tolère par suite de sa politique de lutte contre l'inflation.

La loi sur les banques ne s'attaque pas aux vrais problèmes. Voilà son tort. Des gens me disent que si nous étudions la loi sur les banques, nous nous occupons nécessairement des taux d'intérêt. Je dois leur répondre que le seul moyen de nous en occuper, c'est dans le cadre de la proposition d'amendement du député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert). Pour parler net, je dirai que cette proposition d'amendement ne pourrait que les desservir.

Le gouvernement a décidé de ne plus se mêler de régler ou d'influer sur le cours des intérêts. Il a décidé en outre de ne plus assumer cette charge et de la confier au gouverneur de la Banque du Canada qui trône de l'autre côté de la rue. Il est grand temps que celui-ci sorte de sa tour d'ivoire et se rende dans nos circonscriptions pour constater avec quelles difficultés les Canadiens sont aux prises. Il est grand temps également qu'il compare à la Chambre, et non à un quelconque comité, pour nous expliquer ce qui le pousse à annihiler les espoirs de tous les Canadiens avant de freiner la hausse croissante des taux d'intérêt.